

Moody's juge la dette canadienne « modérée »

... et DBRS maintient sa cote supérieure pour le Québec

PAUL DURIVAGE

Décrié par tant d'autres qui placent le Canada au rang de pays tiermondiste, l'endettement canadien est tout juste « modéré selon les standards mondiaux » soutient l'agence newyorkaise de notation de crédit Moody's Investor's Service de New York dans un rapport publié hier.

Selon Moody's, qui limite ses calculs aux seuls emprunts nationaux nets des prêts internes, la dette canadienne représente tout juste 50,3 p. cent du produit intérieur brut (PIB), soit une proportion moindre que pour plusieurs autres pays partageant la cote Aaa. En comparaison, note-t-elle, la dette américaine constitue 47,9 p. cent de son PIB.

De la même manière, la dette extérieure canadienne représente 135 p. cent du

compte courant, ce qui se compare favorablement aux autres pays recevant la note Aa1 pour leurs emprunts en devises étrangères.

Moody's exclut de ses calculs les prêts consentis au fédéral par la Banque du Canada et le Conseil du trésor, « parce qu'il s'agit de dettes du gouvernement détenues par le gouvernement ». Elle soustrait pour la même raison les emprunts d'Ottawa auprès des provinces et des municipalités. Les engagements des entreprises hydro-électriques nationalisées sont aussi exclus parce qu'il s'agit « de sociétés rentables qui peuvent rembourser leurs dettes à même les revenus auto-générés ».

En ce qui a trait au calcul du ratio d'endettement à l'étranger, Moody's exclut par ailleurs de ses calculs comparatifs les emprunts à faible risque ou très liquides des banques centrales.

L'agence de notation financière montrealaise Canadian Bond Rating Service (CBRS) avait retiré la cote AAA attribuée aux débentures à long terme du gouvernement du Canada et de ses sociétés pour lui substituer la note AA-Plus, un échelon plus bas, à la fin du mois dernier, en réaction à l'ampleur du déficit canadien budgété par le ministre des Finances Don Manzankowski. Le geste n'a pas été imité depuis par les autres agences de notation qui ont déprécié les seuls emprunts en devises étrangères, une part mineure de la dette canadienne.

Dette du Québec

L'agence de notation de crédit torontoise Dominion Bond Rating Service (DBRS) a par ailleurs maintenu hier, avec certaines réserves toutefois, sa cote supérieure pour le Québec alors que l'agence newyorkaise Moody's Investors

n'avait pas eu pareille clémence pour la province.

Après que Moody's eut décoté les titres de dettes à long terme du Québec et de sa société hydroélectrique, au début du mois, DBRS maintient sa cote A (High) mais ajoute une note de tendance négative reflétant ses inquiétudes devant l'évolution de la dette à long terme de la province. Pour les dettes à court terme, la cote est de R-1 (low) avec un facteur de tendance stable.

L'agence torontoise se montre satisfaite des mesures de contrôle des dépenses prises par le ministre des Finances Gérard D. Levesque dans son dernier budget. Elle relève cependant le niveau relativement élevé des déficits budgétaires qui représentent presque trois pour cent du produit intérieur brut de la province.

DBRS souligne que le maintien de sa note supérieure est conditionnel à l'at-

teinte des objectifs de réduction des dépenses du gouvernement. Le niveau des taxes et impôts imposés aux Québécois est déjà élevé, note-t-elle, alors que l'économie a été durement frappée par la récession. La dette totale du Canada représente plus de 40 p. cent du PIB, rappelle l'agence à l'instar de Moody's.

La firme montrealaise d'évaluation de crédit Canadian Bond Rating Service a aussi maintenu la cote du Québec au lendemain du budget Levesque. Elle l'avait déjà corrigée à la baisse à A+ après l'échec référendaire, en novembre dernier, faut-il rappeler.

La Colombie-Britannique détient la meilleure cote des provinces avec Aa1; suivent l'Ontario et l'Alberta avec Aa2, puis le Québec, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba avec A1, la Saskatchewan (A3) et Terre-Neuve au dernier rang, Baa1, suivant la grille de Moody's.

Microsoft relie la Galaxie Gutenberg et le monde de l'informatique

Agence France-Presse
NEW YORK

Le leader mondial du logiciel Microsoft a annoncé hier un accord avec plusieurs fabricants de matériel de bureau pour relier plus facilement entre eux les ordinateurs individuels et les photocopieuses, fax, imprimantes ou scanners qui traitent l'information sur papier.

Microsoft a mis au point des interfaces (liaisons informatiques) entre ces différentes machines. Elles permettront par exemple de saisir directement sur écran d'ordinateur un document qui vient d'arriver par fax, de le compléter, d'en faire immédiatement des centaines de photocopies et de les renvoyer à divers destinataires, le tout sans intervention manuelle. Aujourd'hui il faut encore souvent recopier le document, l'imprimer et se déplacer pour le photocopier.

Microsoft a convaincu plusieurs grands noms de l'informatique et de la bureautique — dont Compaq, Xerox, Ricoh, Hewlett-Packard, Northern Telecom, NEC et Muratec — de se rallier à sa nouvelle technologie. Baptisée Microsoft at Work (Microsoft au travail), elle utilisera le logiciel d'exploitation Windows de Microsoft.

À LIRE

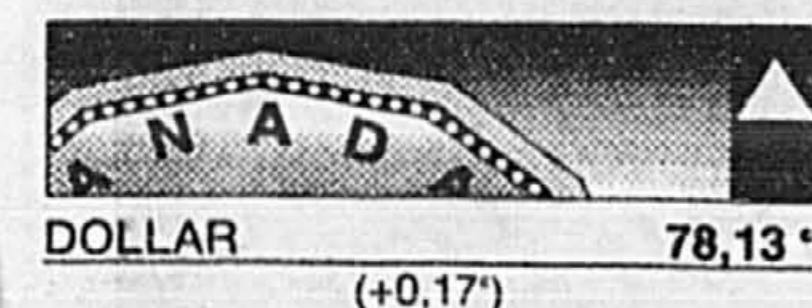
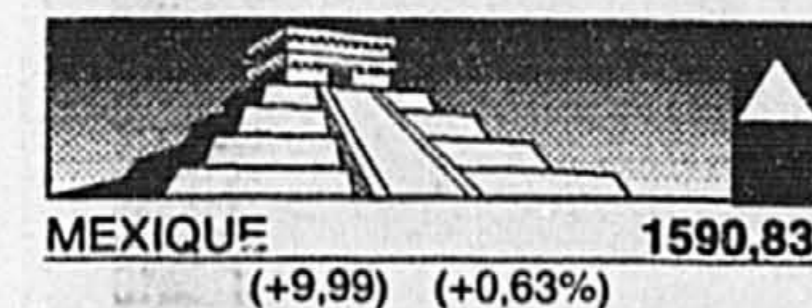
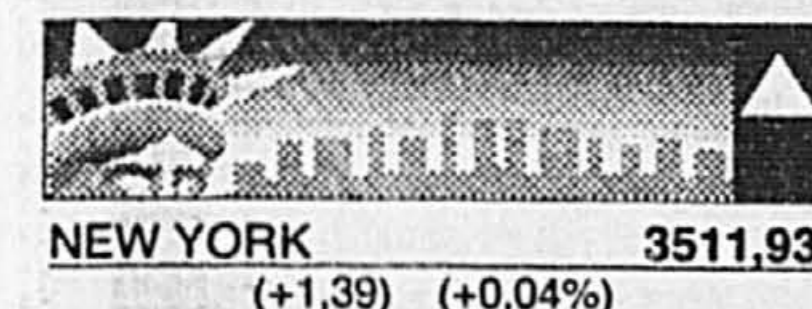
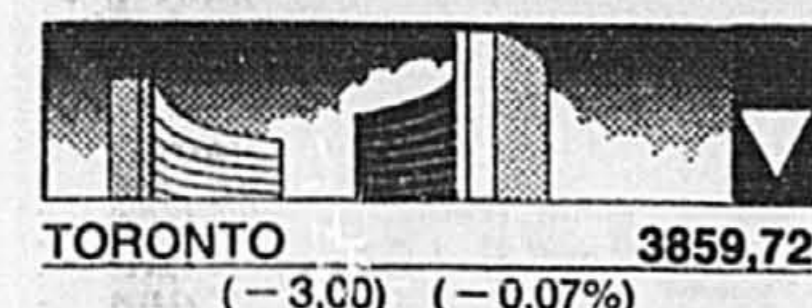
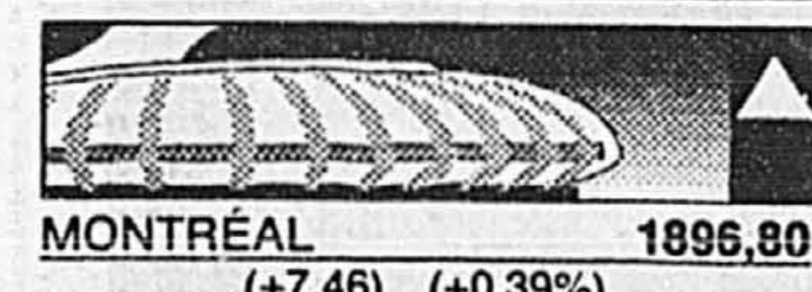
Smucker

Smucker, la société américaine qui s'apprête à acheter la confiserie de Culinar, songe déjà à fabriquer de nouveaux produits à l'usine de Sainte-Marie-de-Beauce, en sus des produits-maisons Double Fruits, Vachon et autres. E3

TGV

Tous les partis politiques fédéraux du Canada veulent un train rapide, affirme Pierre Macdonald, vice-président, Groupe matériel de transport, Projets TGV, de Bombardier. E2

INDICES



Jean-François Naison, scientifique au Centre de technologie Noranda, modélise un câble d'acier en utilisant les techniques les plus modernes en matière d'ingénierie assistée par ordinateur.

DES CENTRES AU SERVICE DE L'EXCELLENCE



MAURICE JANNARD

Dans le cadre de la soirée-gala des Mercuriades, la Chambre de commerce du Québec couronnera ce soir une entreprise québécoise pour l'excellence de ses réalisations dans le secteur de la recherche et du développement.

Deux entreprises sont finalistes: le Centre de technologie Noranda, à Pointe-Claire, et le Centre de recherches Domtar, à Senneville. Les deux sociétés ont la particularité d'oeuvrer dans le secteur des ressources naturelles et elles possèdent des centres de recherche depuis trente ans.

Les dirigeants de la Chambre québécoise veulent souligner que les activités de R & D ne sont pas le lot seulement des sociétés travaillant dans le secteur des télécommunica-

tions, de l'aérospatiale, de la biotechnologie ou des produits pharmaceutiques.

Avant le dévoilement du gagnant de ce soir, Noranda et Domtar ont ouvert leurs portes à La Presse pour une visite de leurs installations.

Le centre de Domtar est situé sur un terrain de 100 acres le long de la route Transcanadienne, juste un peu avant le pont de Sainte-Anne-de-Bellevue. Les installations ont une superficie de plus de 50 000 pieds carrés de laboratoire et d'espaces à bureaux, ainsi que 35 000 pieds carrés d'espace destiné aux essais expérimentaux en usine-pilote.

Le vice-président recherche et développement de Domtar, Robert Eamer, souligne que 74 personnes travaillent au centre, dont plus une trentaine de spécialistes. « Les travaux de recherche se font dans quatre domaines: pâtes, papiers et emballage, les nouveaux produits, les nouveaux procédés et l'environnement. »

M. Eamer précise que le tiers du budget est consacré à des études concernant l'environnement. Le budget du centre est de 8 millions de dollars dont 1,5 million va à l'Institut canadien de recherche en pâte et papier (Paprican). « Cela représente 0,4 p. cent des ventes, un niveau qui se compare avec celui des Européens et des Japonais. »

Le dirigeant de Domtar mentionne qu'une compagnie orientée davantage vers les produits de consommation, comme Kimberly-Clark, aura un pourcentage d'activités de recherche plus élevé, de l'ordre de 2 à 3 p. cent.

Les questions environnementales et les exigences des clients obligent les papeteries à améliorer sans cesse les produits et à réduire l'impact négatif sur le système écologique. M. Eamer affirme que l'ouverture des marchés vers l'extérieur force les compagnies à accroître rapidement leur productivité.

« Vendre sur le marché canadien uniquement ne pose pas trop de problèmes, mais quand le marché devient nord-américain, ce n'est plus la même jouée. »

Subventions

Conscient de l'enjeu, le gouvernement fédéral a débloqué une somme de 45 millions pour aider les papeteries à développer la technologie, l'innovation et la recherche à long terme au cours des prochaines années. La semaine dernière, Ottawa accordait dans ce cadre des subventions de 7 millions aux sociétés Domtar, Noranda et Tembec, de même qu'à l'Institut canadien de recherche en génie forestier (FERIC).

Le centre de recherches Domtar a fait parler de lui dernièrement lorsque la compagnie annonça qu'elle avait fait une percée importante en mettant au point une technologie de recyclage du carton ondulé. L'usine de Cornwall subit actuellement quelques transformations afin de fabriquer commercialement le nouveau produit.

SUITE A LA PAGE E 2

Fièvre boursière pour le Groupe La Laurentienne.

MIVILLE TREMBLAY

Le jeudi 13 mai, La Presse titrait « Le contrôle du Groupe La Laurentienne est en jeu ». À la bourse, ce même jour, le titre gagnait 20 cents pour s'établir à 4,95 \$. Depuis, il a grimpé de 50 p. cent pour atteindre 7,13 \$ hier.

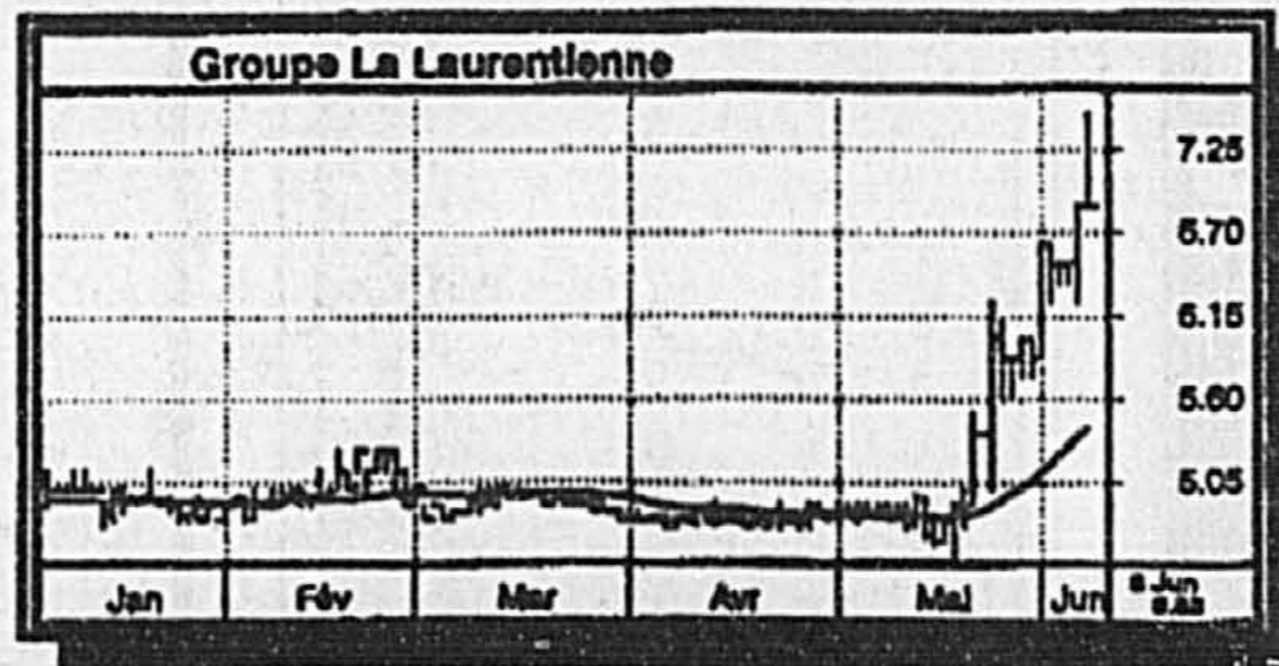
L'article rapportait que plusieurs scénarios étaient examinés pour restructurer et recapitaliser la Corporation du Groupe, et qu'à la suite de cet exercice, le contrôle pourrait échapper aux porteurs de police d'assurance-vie.

M. Jacques Drouin, président du conseil et chef de la direction de la Corporation a nié ou s'est montré évasif sur les options rapportées par La Presse. En revanche, il a réaffirmé qu'il examinait plusieurs possibilités pour renforcer le capital de son groupe, et mieux le positionner pour la croissance.

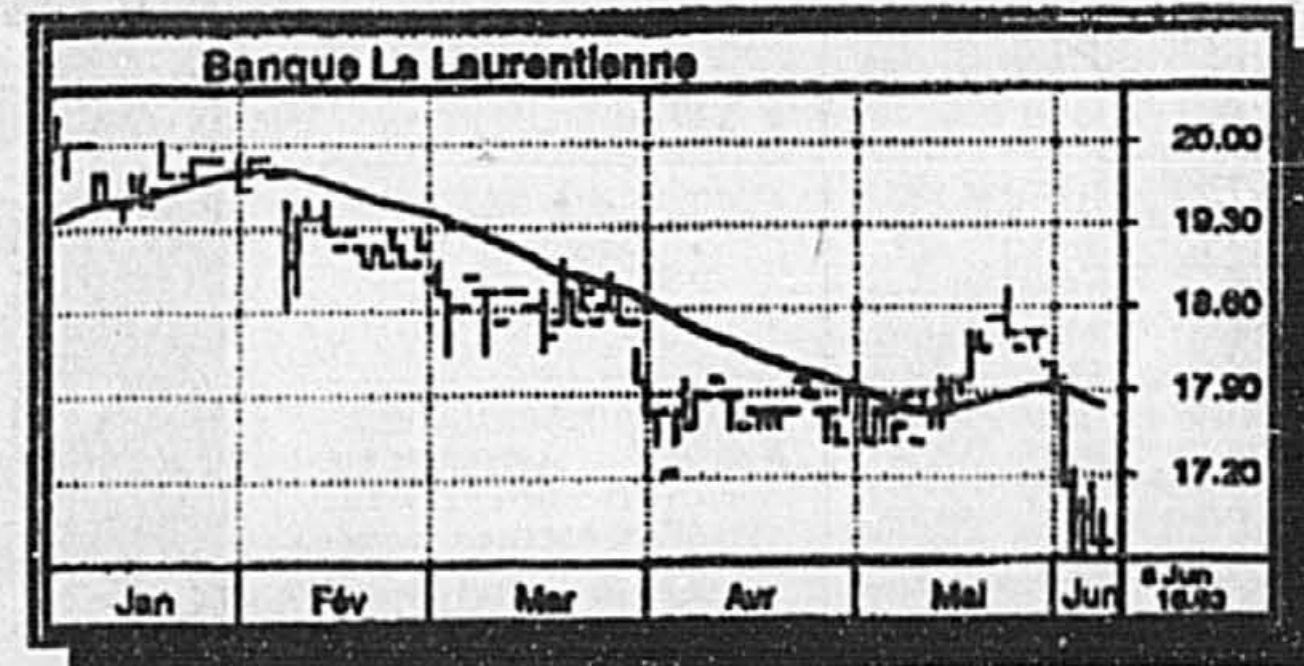
Il n'en fallait pas plus pour aiguillonner la spéculation boursière et alimenter rumeurs et conjectures, certaines vraisemblables, d'autres plutôt farfelues et carrément non fondées.

Il faut inscrire dans cette dernière catégorie le bruit persistant, rue Saint-Jacques, que la Banque Royale achèterait tout le groupe La Laurentienne à un prix supérieur à 10 \$ l'action. « Ce n'est rien d'autre qu'une rumeur », précise M. Raymond Chouinard, porte-parole de la banque.

Les observateurs avertis estiment cependant qu'un ges-



La forte hausse des actions du Groupe La Laurentienne depuis quelques semaines n'est que pure spéculation. Au cours de la même période, les actions de la Banque Laurentienne, le joyau du groupe, évoluaient dans le sens contraire, comme tous les titres bancaires d'ailleurs.



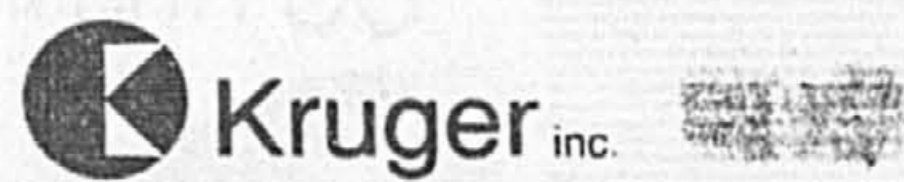
te de M. Drouin se concrétisera d'ici la fin de l'été, ou sera reporté aux calendres grecques s'il échoue dans ses efforts.

Des gestionnaires de portefeuille affirment que dans le marché actuel, la Corporation ne peut émettre de papier, sous quelque forme que ce soit, et qu'un éventuel investisseur sera probablement de nature stratégique. Concrètement, un tel investisseur voudra prendre le contrôle, ou profiter de synergies avec ses propres activités.

De fait, la Caisse de dépôt et placement a refusé d'investir dans la Corporation. Elle a plutôt suggéré à ses di-

rigeants de renverser toute la structure de La Laurentienne en plaçant la Banque Laurentienne au sommet, et tout le reste en bas, à titre de filiales. En quel cas, la Caisse accepterait de recapitaliser la banque, qui aurait alors besoin d'une importante infusion.

Soulignons que l'incertitude qui prévaut relativement à la structure et au contrôle du groupe n'affecte d'aucune manière la sécurité des dépôts, ni l'excellente qualité des services offerts. Il importe de répéter que les besoins en capitaux ne sont pas immédiats, mais qu'ils deviendront nécessaires pour soutenir la croissance du groupe.



George J. Bunze



John H. Ellis

M. Joseph Kruger II, président du Conseil et chef de la direction de Kruger inc., a le plaisir d'annoncer les nominations de George J. Bunze au poste de vice-président de direction - Finances et chef des services financiers et de John H. Ellis au poste de vice-président et trésorier.

Société privée canadienne ayant son siège social au Québec, Kruger est un chef de file sur le marché mondial du papier journal (y compris de fibre recyclée), des papiers impression à base de pâte mécanique, du papier couché, du carton recyclé, des emballages en carton ondulé, des papiers à usage domestique et du bois d'oeuvre. La société possède des établissements au Québec, à Terre-Neuve, en Ontario, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Société de gestion-placements Sun Life du Canada Limitée



Mark S. Yamada

M. Mark S. Yamada a été nommé président de la Société de gestion-placements Sun Life du Canada Limitée (SUNIMCO). La SUNIMCO, filiale en propriété exclusive de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, a été créée en 1976 en vue de fournir des services indépendants de gestion des placements aux titulaires de régimes de retraite et d'épargne. Aujourd'hui, la société gère un actif de plus de 4 milliards de dollars, réparti dans des fonds distincts et mis en commun, pour le compte de régimes de retraite, de régimes interentreprises, d'organismes de placement collectif, ainsi que de sociétés, d'universités, d'organismes de bienfaisance et de gouvernements.

BCE MOBILE



Yves Desjardins-Siciliano

Radiocommunication BCE Mobile inc. est heureuse d'annoncer la nomination de M. Yves Desjardins-Siciliano au poste de vice-président du service juridique, chef du contentieux et secrétaire de la société, à compter du 1^{er} avril 1993. M. Desjardins-Siciliano est responsable des affaires juridiques et des questions de réglementation de la compagnie.

Avant de se joindre à BCE Mobile, M. Desjardins-Siciliano était vice-président, affaires juridiques et développement des affaires, dans une importante compagnie de gestion de systèmes d'information. Il a également été chef de cabinet au gouvernement du Canada.

BCE Mobile est le chef de file canadien en radiocommunications mobiles. Ses filiales, qui exercent leurs activités sous la bannière Bell Mobilité, fournissent des services de téléavertissement, de transmission de données et de télécommunications air-sol, et elles se spécialisent également dans la vente de matériel cellulaire et de réseaux radio privés. BCE Mobile, dont les actions sont vendues dans le public, est une filiale de BCE Inc.

CCUM



Yves Blanc

Monsieur Philippe Rappeneau, président de la Corporation de chauffage urbain de Montréal (CCUM) a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Yves Blanc au poste de directeur général. La CCUM est spécialisée dans la distribution de chaleur aux grands édifices.

Monsieur Yves Blanc compte plusieurs années d'expérience dans la commercialisation des produits énergétiques, notamment le gaz naturel, de même que dans la construction de grands immeubles commerciaux et industriels. Au cours de sa carrière, monsieur Blanc a assumé divers mandats de direction, de planification, de développement et de gestion au sein de grandes entreprises énergétiques canadiennes et françaises.

Monsieur Blanc est membre de la Corporation des administrateurs agréés du Québec et de l'Institut des conseillers en management du Québec.

La CCUM assure l'approvisionnement en chaleur de plusieurs grands immeubles du centre-ville de Montréal à partir de sa centrale de la rue Nazareth, site au centre-sud de la ville. La vapeur produite est distribuée via un réseau de canalisations géré par un système informatisé très performant. Ce type de chauffage est reconnu pour sa fiabilité, son efficacité et son économie: il est de plus très sécuritaire et écologique. Affiliée à la société internationale Lyonnaise-Dumer, la CCUM met à la disposition de ses clients les technologies les plus avancées dans les domaines de l'environnement et de l'énergie. Ses bureaux sont situés au 1060, rue Université, bureau 9.230, H3B 3A2, numéro de téléphone 875-4276.

SP CA NOUS AVEZ-VOUS OUBLIÉS?
Veuillez renouveler votre carte de membre aujourd'hui.
SPCA, 5215 Jean-Talon ouest, Montréal (Québec) H4P 1X4

SÉPARATION / DIVORCE Conjoint jusqu'au jugement

610\$ + DÉBOURS ET TAXES
Si vous voulez connaître vos droits relativement à n'importe quelle affaire juridique, une entrevue initiale de 1/2 heure ne vous coûtera que 25 \$ plus taxes.

Léonard I. Sabloff et Associés

Avocats

CENTRE PROFESSIONNEL POPULAIRE À QUI DE DROIT

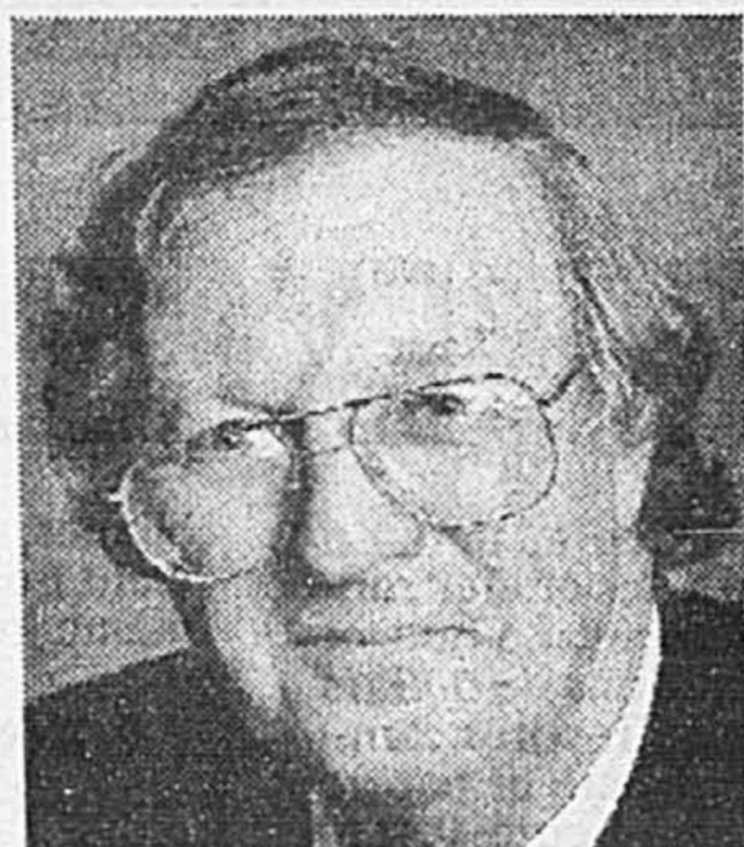
3639, boul. des Sources, D.-D.-O

(514) 683-1502

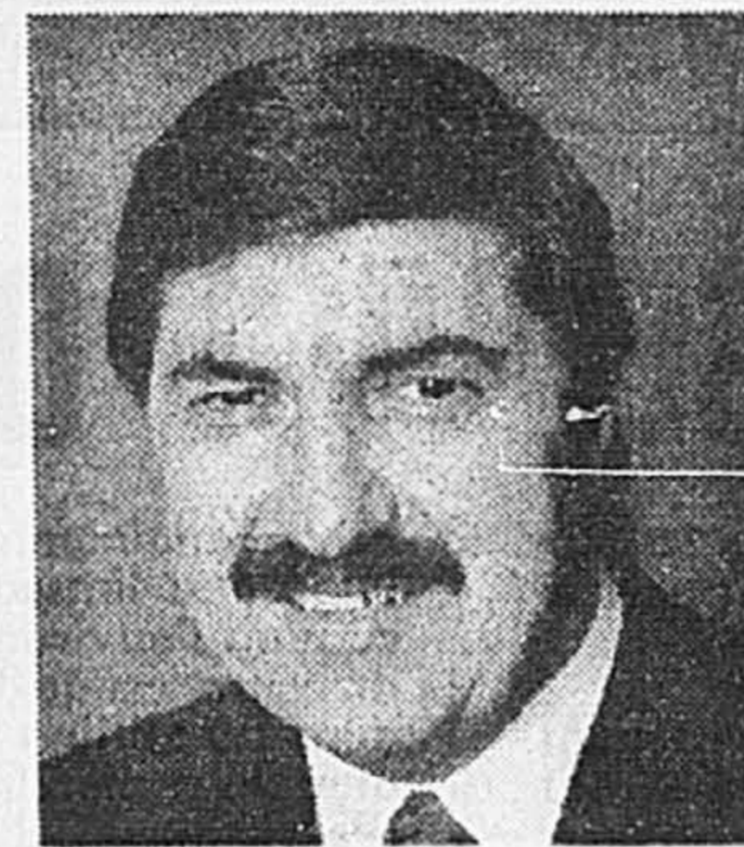
LIGNE DIRECTE POUR MTL: 878-9628

VALABLE JUSQU'AU 30 AOÛT 1993

PO000178-507-2



Paul Dell'Aniello



André Forcier

Le CAA-Québec est heureux d'annoncer l'élection de monsieur Paul Dell'Aniello à la présidence de son conseil d'administration, ainsi que de monsieur André Forcier à la vice-présidence.

Le CAA-Québec est un organisme à but non lucratif regroupant 625 000 membres au Québec. Son conseil d'administration est formé de vingt personnes qui servent bénévolement.

J1959772

Le TGV fait l'unanimité à Ottawa

— Pierre Macdonald, Bombardier

LAURIER CLOUTIER

Tous les partis politiques fédéraux veulent un train rapide, affirme Pierre Macdonald, vice-président, Groupe matériel de transport, Projets TGV, de Bombardier.

Lors d'une interview à l'issue d'une causerie devant le Club Montréal du Centre de commerce mondial, Pierre Macdonald en a déduit que les Canadiens et les Québécois disposeront bientôt d'un train à grande vitesse, sans doute un TGV de Bombardier. Et les États-Unis, qui comme le Canada tardent à investir dans les super trains, rejoindront finalement l'engouement européen pour ce système de transport, avec un premier projet au Texas.

Jouant au lobbyiste depuis des années dans les trois capitales d'Ottawa, de Toronto et de Québec, Pierre Macdonald croit que le train rapide deviendra un des enjeux de la campagne électorale fédérale de l'automne prochain.

Mais sans grand débat puisque, selon ses vues, les trois partis se déclareront favorables à cet «outil de développement économique».

«Le TGV créera 120 000 emplois. Le Canada a absolument besoin d'améliorer ses véhicules de transport et celui-ci respecte davantage l'environnement, n'augmentera pas la dette nationale et permettra, enfin, de rentabiliser Via Rail».

Les premiers ministres de l'Ontario et du Québec, Bob Rae et Robert Bourassa, «accrocheront aussi leur chapeau et s'associeront», croit-il, au train rapide Québec-Windsor de 1200 km cet automne, au moment où le rapport final de l'étude de faisabilité sera rendu public.

Par la suite, Ottawa, l'Ontario et le Québec contribueront 25 des 50 millions d'une étude sur le financement du train, après avoir payé six millions pour une quinzaine d'analyses sectorielles et le rapport final de la fin de septembre. Bombardier et GEC Alsthom

participeront toutefois à la prochaine étude, à la hauteur de 12,5 millions, comme six banques privées, les Royale, Scotia et Nationale s'associant aux Crédit Lyonnais, Société générale et Indo-Suez.

On disposerait alors de toutes les données pour entreprendre la construction sur près de 10 ans du projet de plus de 7,5 milliards, à compter de 95.

Les trois gouvernements fourniraient «30 p. cent ou moins du capital, en infrastructures, comme pour les routes. Les provinces construiraient les viaducs. Ottawa, par le CN, apporterait l'emprise des voies et les gares intermodales».

Pierre Macdonald souligne que la rentabilité potentielle du TGV a augmenté depuis les dernières études. Les compagnies de messageries, comme UPS et Federal Express, se montrent en effet «plus qu'intéressées» à l'utiliser pour le transport de leurs colis. En France, ces firmes ont deux TGV spécialisés à leur disposition.

Montréal Trust: un associé new-yorkais

PAUL DURIVAGE

Le Montréal Trust vient de s'affilier au Morgan Stanley Trust Company, de New York, pour la prestation de services de dépositaire de titres à l'échelle mondiale.

En vertu de l'entente, le Montréal Trust sera le sous-dépositaire canadien pour le réseau international de Morgan Stanley. En contrepartie, la fiducie montréalaise référera à son partenaire américain les demandes de garde de titres étrangers.

Le marché canadien des services de dépositaires de titres étrangers est estimé à 15 milliards de dollars. La demande pour ces services est en forte hausse depuis le

relèvement du pourcentage de titres étrangers admissibles dans le cadre des régimes de retraite. Celui-ci passe de 10 à 18 p. cent cette année et atteindra 20 p. cent l'an prochain.

Les entreprises qui pensent augmenter le rendement de leurs caisses en investissant à l'étranger doivent faire appel à un dépositaire pour la garde des titres, le règlement des opérations, la perception des revenus et la tenue des rapports à l'échelle mondiale.

«Ce partenariat nous donne les moyens de faire face à l'expansion prévue de la demande pour ce genre de services au Canada au cours des prochaines années et de répondre aux besoins croissants de notre clientèle», a commenté M. Tom McMillan, vice-président

exécutif des services aux entreprises du Montréal Trust.

Morgan Stanley est une importante société de services financiers avec des bureaux à New York, Londres et Tokyo, ainsi que sur d'autres grandes places financières dans le monde. Le Canada représente un nouveau marché pour la multinationale dans le domaine des services de dépositaire à l'échelle mondiale.

Le Montréal Trust, une filiale en propriété exclusive du conglomerat BCE, détient 65 p. cent du marché canadien des transferts de titres et des services fiduciaires aux entreprises. La fiducie montréalaise administre pour 71,4 milliards de dollars d'actifs par l'entremise de son réseau national de succursales.

Des centres au service de l'excellence

SUITE DE LA PAGE E 1

Pour sa part, la société Noranda s'oriente vers un procédé de production de pâte entièrement exempt de chlore. Le Centre de technologie Noranda est situé à Pointe-Claire, tout près du siège social de Paprican. Les installations de Noranda, agrandies en 1991, occupent une superficie de 166 000 pieds carrés.

Une section du centre effectue des recherches en foresterie et on y travaille notamment sur un procédé pour recoller ou recoudre des matériaux de bois qui ont été sectionnés ou brisés.

Le premier vice-président technologie, Noranda inc., M. Frank Lederman, a précisé à La Presse que 70 p. cent des activités de recherche à Pointe-Claire sont reliées à la métallurgie, la compagnie étant reconnue d'abord comme une société minière.

«Nous avons réussi à dévelop-

per une synergie entre les chercheurs oeuvrant au sein de différents secteurs», a affirmé M. Lederman. Le centre compte 250 employés et dispose d'un budget annuel de 30 millions.

Dans le groupe Noranda, les dépenses de R & D s'élèvent à 70 millions, ce qui représente un p. cent des ventes, dit M. Lederman. Ici également, la recherche liée à l'environnement occupe le tiers des activités.

Une centaine de projets se déroulent actuellement. La visite de La Presse a permis de voir notamment ceux portant sur le sautage au plasma, l'automatisation et l'ingénierie assistée par ordinateur.

Ainsi, un laboratoire met au point une nouvelle méthode de sautage faisant appel à l'électricité plutôt qu'aux explosifs chimiques traditionnels. Un autre dé-

veloppe de nouveaux équipements miniers autoguidés pouvant accomplir automatiquement certaines tâches comme le chargement et le transport du minerai.

Dans le laboratoire d'ingénierie assistée par ordinateur, les chercheurs travaillent à une roue «optimale», moulée en aluminium, pour le compte d'un important fabricant américain de roues de véhicules automobiles. «Nous sommes un chef de file mondial dans le domaine du design minier par ordinateur», dit avec fierté M. Lederman.

Le gouvernement a reconnu l'importance des centres de recherche de Domtar et de Noranda et il compte sur l'exemple de telles activités, venant de l'entreprise privée, pour faire de la région de Montréal un centre d'innovation et de commerce international.

Une simple
marche vers le
Vidéoclub...



GRAND ET TAILLE FORTE



Pour ceux qui apprécient les beaux tissus et la coupe raffinée.

975 \$ et plus

WAIN SHILLI
GIAMBELLO BHS
ERMENEGILDO ZEGNA
HOLLAND & SHERRY
CERRUTI 1881
DORVILLE

GIANTONIO

LE MAÎTRE TAILLEUR ITALIEN

7396, St-Hubert

271-5771

VISA - MASTERCARD - AMERICAN EXPRESS

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

Ai 1ERE, 2e, balance vente, notaire Laberge Jour, 504 729-4332.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A-995 \$ le 1000, cartes d'affaires, couleur, A. Atlas Imp. 573-1763.

BESOIN distributeur(trice) pour nouveau produit exclusif. 642-8866.

GOVERNEMENT, prêts et subventions, petites entreprises nouvelles/existantes. 728-0594 local 74.

LISTES avis de 60 jours maintenant à moitié prix, mensuel ou hebdomadaire. 464-8501.

NOUS cherchons une personne dynamique, ambieuse et motivée pour un poste de négociant en alimentation à l'exportation. Les candidats doivent posséder au moins 2 ans d'expérience pertinente, de préférence en vente, être parfaitement bilingues et prêts à voyager fréquemment.

Prêt de détail parvenit v.c.v. à Melrose International, 6600 Côte des-Neiges, suite 300, Montréal, Québec H3S 2A9.

Ai: Service du personnel.

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

DIVORCE à l'amiable, aide, accord par notaire, jour, soir 729-4331.

718 ARGENT DEMANDÉ

Ai besoin argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4332.

726 INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE

ATTENTION P.M.E. Informatisation complète: ordinateur, logiciel, "training", service. 399 \$/mois. Intochoc Inc. 448-9770

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS

1-800-361-5013

ANNONCES ENCADRÉES

285-7000

PARCE QUE
c'est
beau
la
vie

DONNEZ!

+

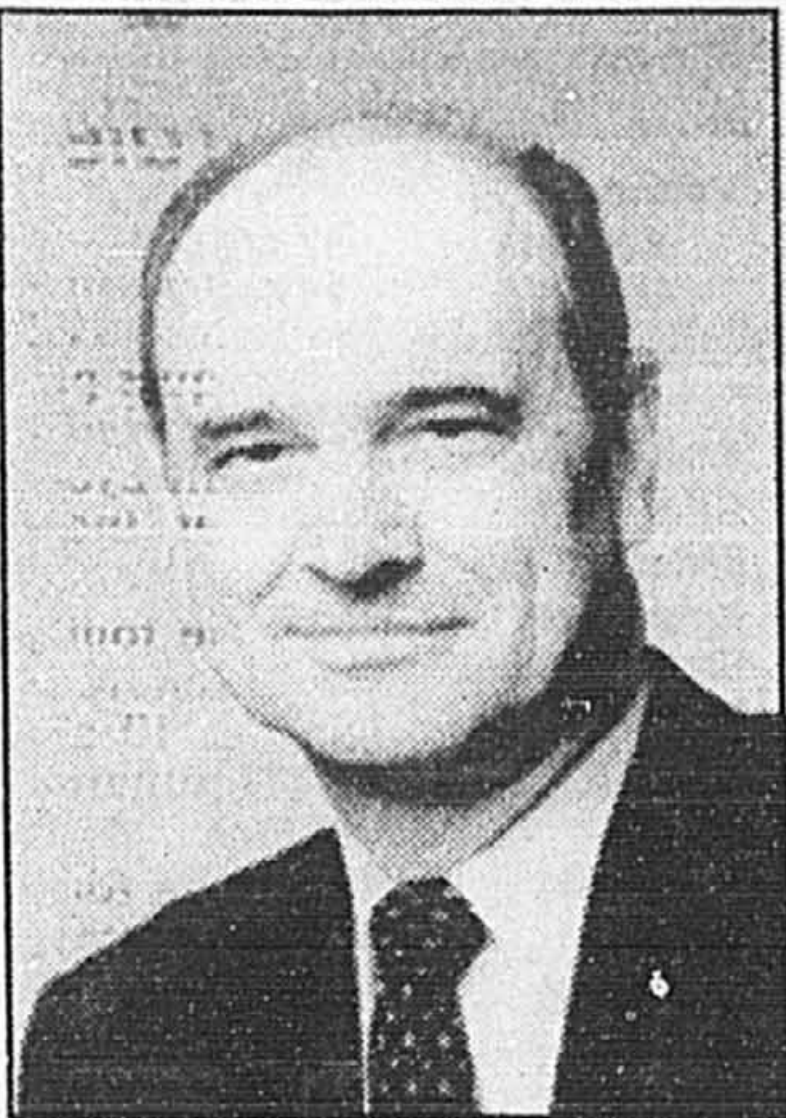
La Société canadienne de la Croix-Rouge Division du Québec

+

SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANICAPÉS DU QUÉBEC

+

NABISCO BRANDS LTÉE



M. Robert Langille

H. John Greeniaus, président du Conseil et chef de la direction de Nabisco Foods Group de Parsippany au New Jersey, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Robert Langille au poste de président et chef de la direction, Nabisco Brands Ltée, Toronto, Ontario.

M. Langille, qui s'est joint à l'entreprise à Halifax, en Nouvelle-Écosse, en 1954, a occupé divers postes à la direction supérieure de Nabisco Brands Ltée et, avant sa nomination, il était vice-président principal et chef des finances.

Nabisco Brands Ltée est une des plus grandes entreprises au Canada de produits alimentaires. Ses produits comprennent les biscuits Christie OREO et PÉPITES DE CHOCOLAT; les biscuits DAD'S et PEEK FREANS; les craquelins RITZ, TRISCUIT ET PREMIUM PLUS; les fruits et légumes en conserve AYLMEER et DEL MONTE; la poudre à pâte MAGIC; et les biscuits MILK-BONE pour chiens.



Pierre Dupuis

M. Jean-Paul Lortie, président du Conseil et chef de la direction, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Pierre Dupuis au poste de président et chef de l'exploitation de Sico Inc. Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, M. Dupuis assume la direction des affaires générales de Sico Inc. et de l'ensemble de ses filiales. Il a également été élu au Conseil d'administration de la compagnie.

M. Dupuis, qui occupait jusqu'à sa nomination le poste de président, matériaux de construction et emballages, chez Domtar Inc., apporte à Sico une vaste expérience de gestion au sein de l'industrie manufacturière nord-américaine, particulièrement dans les domaines des produits pétroliers, de la construction et des emballages. De plus, M. Dupuis est administrateur du Groupe Transcontinental GTC et du Groupe CGI, ainsi que membre du Comité exécutif national de l'Association des manufacturiers canadiens.

Sico Inc. fabrique et commercialise des peintures et revêtements destinés à la protection, la décoration, la rénovation et l'entretien des biens des consommateurs et des produits et équipements des clients industriels.

Smucker songe déjà à fabriquer de nouveaux produits à l'usine Culinar de Sainte-Marie

RICHARD DUPAUL

Smucker, la société américaine qui s'apprete à acheter la confiture de Culinar, songe déjà à fabriquer de nouveaux produits à l'usine de Sainte-Marie-de-Beauce, en sus des produits-maisons Double Fruits, Vachon et autres.

La compagnie a aussi l'intention de maintenir le niveau des emplois de sa nouvelle division, qui compte 160 travailleurs, «et même de l'augmenter si possible», a déclaré hier lors d'une entrevue téléphonique son président du conseil, M. Tim Smucker, qui ne fait aucune promesse.

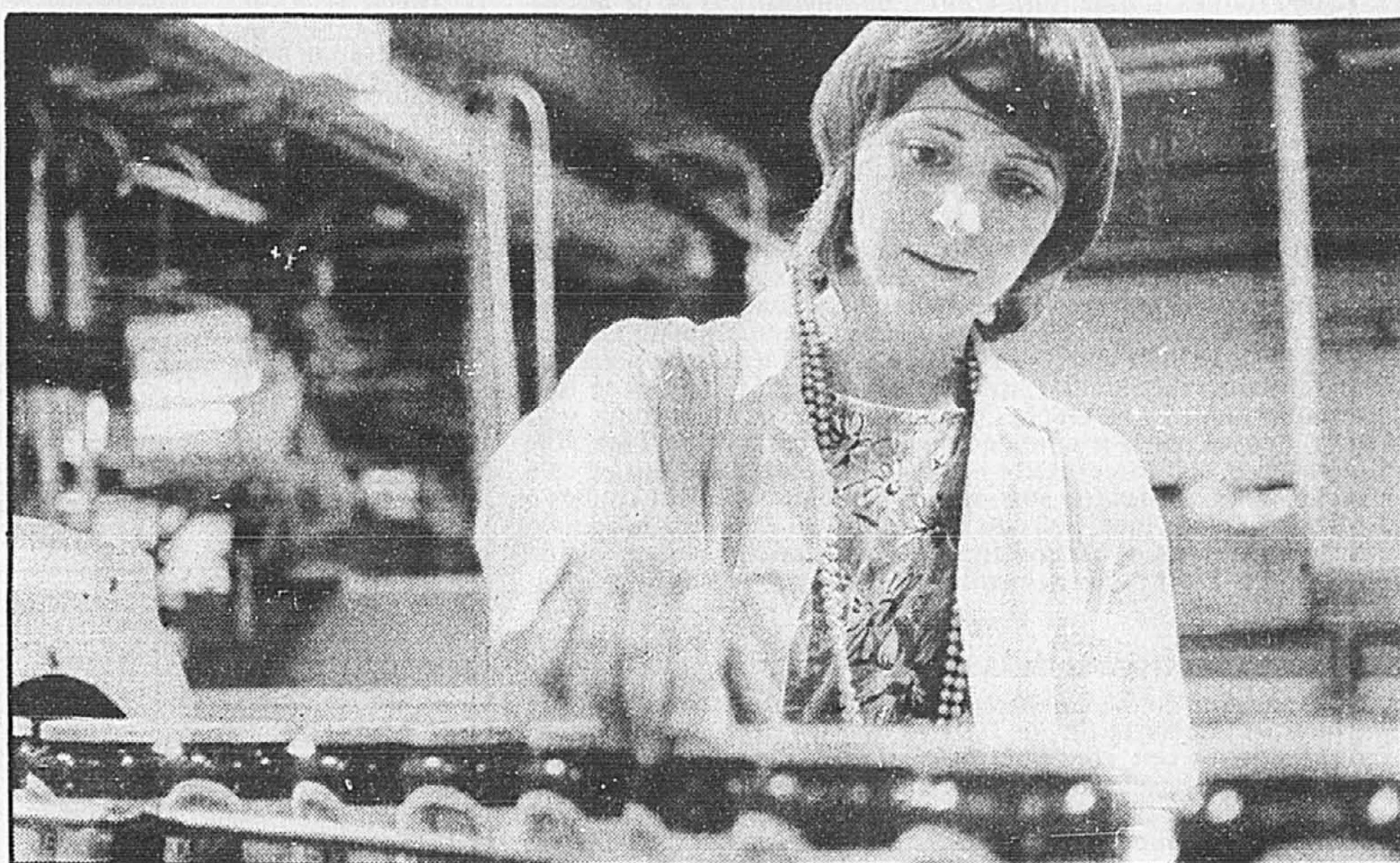
Smucker, une multinationale dont le chiffre d'affaires frôle les 500 millions, fabrique des confitures aux fruits entiers à faible teneur en sucre, un produit similaire à Double Fruits. Mais la compagnie n'entrevoit pas de problème.

«Nos produits sont complémentaires à ceux de Culinar. Double Fruit est numéro un au Québec et c'est un produit qui jouit d'une excellente réputation», souligne l'homme d'affaires qui rencontrait hier les employés de l'usine.

Smucker examinera plus en détails l'usine de Sainte-Marie pour déterminer quels sont les produits les plus susceptibles d'être fabriqués. «On continuera d'y faire les produits actuels et on pourrait en ajouter d'autres, incluant de nos produits actuels», a déclaré M. Smucker.

Une cidrerie

La compagnie J.M. Smucker, qui était une cidrerie à l'origine, a été fondée en 1897 par Jerome Monroe Smucker à Orrville, en Ohio. Son fondateur croyait tellement en son produit qu'il signait



La confiture de Culinar à Sainte-Marie-de-Beauce.

lui-même les étiquettes scellant les pots de beurre de pomme qui sortaient de son usine.

L'entreprise a connu un essor important à la suite de plusieurs acquisitions, dont celle des marmelades et garnitures canadiennes Sherriff en 1988. La même année, elle achetait Elsenham Quality Foods, d'Angleterre, et un an plus tard, Henry Jones Foods, d'Australie. Ses ventes internationales comptent pour 8,4 p. cent de son volume total.

Chef de file aux États-Unis dans les secteurs des confitures, gelées, garnitures et sirops de fruits, elle compte également des jus de fruits purs, du beurre d'arachide et des condiments.

M. Tim Smucker est l'arrière

petit-fils du fondateur de l'entreprise. La famille contrôle toujours 35 p. cent de l'entreprise, qui est inscrite à la Bourse de New York. «J'ai trois enfants, mon frère en a quatre. J'espère qu'ils vont continuer après moi», affirme M. Smucker, qui a 48 ans.

Le marché de la confiture croît à un rythme «lent» en Amérique du Nord, dit le pdg, mais il est en forte augmentation dans certaines régions du monde, comme en Australie.

Smucker détient 20 p. cent du marché au Canada, ce qui place l'entreprise «près du premier rang», dit-il. Sa pénétration au Québec est cependant très faible.

M. Smucker n'a pas voulu dé-

voiler le prix de la transaction avec Culinar. La confiture, qui réalise des ventes de 30 millions, est «rentable», dit-il.

Il entrevoit en outre la nécessité de poursuivre le programme d'amélioration de l'usine au fil des ans.

J. M. Smucker a figuré sur la liste des «100 meilleures entreprises pour lesquelles on peut travailler» aux États-Unis, un best-seller écrit par deux journalistes financiers.

De sa rencontre avec les employés, M. Smucker dit garder un sentiment «très positif». Pour lui, «ils sont soucieux de la qualité des produits. C'est très important».

Réouverture de la mine d'or Donalda près de Rouyn-Noranda

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale
ROUYN-NORANDA

Sans doute une première retombée de la hausse du prix de l'or, qui a grimpé de 328 \$ US l'once à 375 \$ US l'once ces dernières semaines, la compagnie Ressources Orco Inc. annonce la réouverture de la mine Donalda, une mine d'or située à un kilomètre au nord du centre-ville de Rouyn-Noranda, qui n'était plus exploitée depuis 1955. La nouvelle mine crée cinquante emplois, et représentera 7 millions \$ de retombées économiques chaque année pour la région de Rouyn-Noranda pendant les cinq prochaines années.

Ressources Orco Inc., dont le siège-social est à Rouyn-Noranda, vient de signer une entente avec Metall Mining Corporation et Thundewood Resources, toutes deux de Toronto et propriétaires de la mine Donalda, pour exploi-

ter la propriété. Orco louera aussi toutes les infrastructures et équipements déjà en place, ce qui permet de démarrer les opérations dès la mi-juin.

Metall Mining et Thundewood ont investi 15 millions \$ depuis 1987-88 en travaux d'exploration souterrains, et autres équipements sur cette propriété.

Tous frais déduits, et en tenant compte des charges de l'entente signée avec les propriétaires, le seuil de rentabilité de la mine Donalda tourne autour de 270 \$ canadiens l'once, ce qui laisse une raisonnable marge de manoeuvre à l'opérateur.

Metall Mining et Thundewood recevront en contrepartie de 3% à 10% des onces d'or produites, un pourcentage variant en fonction du prix de l'or et de la teneur du minerai.

La mine Donalda possède 661 000 tonnes de réserves prouvées et probables d'une teneur de 8,9 g d'Autonne (0,285 on tonne).

Les détaillants indépendants en alimentation ont accru leur part de marché durant les années 80

RICHARD DUPAUL

Malgré l'arrivée des clubs-entrepôts, l'implantation de magasins corporatifs à grande surface tels les Maxi et Héritage, en plus de deux récessions en moins de dix ans, les détaillants indépendants en alimentation ont continué d'accroître leur part de marché durant les années 80.

La part des ventes totales des «indépendants» dans l'échiquier alimentaire au Québec est en effet passée de 60 p. cent, en 1980, à 82 p. cent en 1991 approximativement, révèle une étude commandée par l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADAQ).

Même si la part de marché des détaillants indépendants risque d'avoir baissé quelque peu depuis, étant donné que le phénomène des magasins-entrepôts a pris son envol dans les dernières années, l'impact économique des indépendants est indéniable.

Ceux-ci génèrent par leurs dépenses d'exploitation quelque 60 500 emplois à plein temps et des revenus de 1,2 milliard, dont 400 millions se retrouvent dans les coffres de l'État.

Au Québec, on comptait 10 965 magasins d'alimentation au détail en 1991 (supermarchés, épiceries et dépanneurs), dont 9421 établissements faisant partie des indépendants.

Ces derniers sont répartis comme suit: 28 p. cent sont des magasins affiliés ou franchisés des grandes chaînes et leurs ventes atteignent 7,6 milliards; cependant, le gros du peloton est constitué de magasins non affiliés (72 p. cent) dont les ventes sont cependant moindres à 2,1 milliards.

On rajoute au groupe environ 3000 magasins spécialisés (ventes de 1,1 milliard), ce qui porte les ventes totales des magasins indépendants en alimentation à 10,8 milliards. Cela représente près de 82 p. cent des ventes totales réalisées par le secteur alimentaire au détail, ce qui exclut la restauration.

Les auteurs de l'étude, le Groupe-conseil OREN, sous la direction de Michel Provost, notent par ailleurs que les marchés de l'industrie alimentaire sont stagnants, voire en régression (en tenant compte de l'inflation), ce qui rend leur situation de plus en plus précaire.

De plus, l'environnement alimentaire a beaucoup évolué é-

puis quelques années. Les consommateurs sont à la recherche d'aubaines devant l'incertitude économique et la baisse de leur pouvoir d'achat. S'ajoutent à cela les changements dans les habitudes de consommation et les styles de vie.

On reconnaît que les clubs-entrepôt à escompte font l'affaire de plusieurs dans un tel contexte, d'autant plus que ceux-ci rejoignent une clientèle captive grandissante.

Le détaillant indépendant néanmoins jouit d'un atout non négligeable. En étant plus près de sa clientèle, cela lui permet d'éliminer les échelons intermédiaires entre les intérêts du propriétaire et ceux du client.

«L'avenir des détaillants indépendants dépendra de leur ingéniosité à s'ajuster stratégiquement face à une concurrence féroce», affirment les auteurs de l'étude. Ces derniers insistent aussi sur l'importance pour les détaillants de développer une synergie avec les acteurs en amont, soit les manufacturiers et les distributeurs.

Le Mexique expliqué à une cinquantaine de gens d'affaires québécois

MAURICE JANNARD

Au Mexique, dix ans après la libéralisation et l'ouverture de l'économie, de grandes transformations sont survenues. Entre autres, la dépendance du pays à l'égard de l'industrie pétrolière a sensiblement diminué.

Dans le cadre d'un séminaire organisé par la Banque Nationale du Canada, et qui comptait sur la participation de Mme Maria Emilia Farias, la Consule générale du Mexique à Montréal, plusieurs responsables d'organismes gouvernementaux mexicains sont venus expliquer à une cinquantaine de représentants québécois du monde des affaires et des pouvoirs publics d'ici, les profonds changements qui ont vu le jour dans leur pays depuis une décennie.

Avec l'ALENA comme toile de fond, la rencontre visait à accroître les contacts entre investisseurs québécois et mexicains. Le vice-président exécutif du Bureau mexicain de l'investissement, M. Alejandro Elizondo, a d'abord souligné que la moitié des 86 millions d'habitants du Mexique est âgé de moins de 20 ans. Quatre-vingt p. cent des Mexicains ont moins de 40 ans, ce qui donne un marché de consommateurs très jeune.

Selon M. Elizondo, la modernisation de l'économie de son pays a débuté vers 1982, lorsque le gouvernement renégocia sa dette extérieure et décida de réduire les déficits de l'État. Résultat: dix ans plus tard, l'inflation est passée de 150 p. cent annuellement à moins de dix p. cent cette année.

«Notre objectif pour cette année est une inflation de sept p. cent», a-t-il dit.

Une autre date importante est 1986, qui a marqué l'entrée du Mexique dans le GATT. Les tarifs

douaniers sur les produits industriels furent uniformisés à 11 p. cent. Plus tard, le gouvernement abaissa les barrières à la propriété étrangère et près de 75 p. cent des secteurs industriels s'ouvrirent aux intérêts étrangers.

S'ensuivirent des investissements étrangers massifs dans le secteur manufacturier. Alors que les exportations reliées au pétrole (secteur toujours sous contrôle gouvernemental) apportaient 80 p. cent des revenus commerciaux, dix ans plus tard cette contribution est réduite à 26 p. cent. Par ailleurs, les produits manufacturiers comptent pour 52 p. cent du secteur de l'exportation.

Auparavant, l'économiste principal de la Banque Nationale, Mme Dominique Vachon, avait expliqué que la marche vers une plus grande intégration commerciale entre les pays avait amené les États-Unis, un pays considéré comme autarcique qui n'y a pas si longtemps, à dépendre davantage du secteur extérieur.

Les exportations représentent désormais 11 p. cent du produit intérieur brut américain.

Mme Vachon a souligné également que l'émergence des zones de libre-échange avait conduit à certaines tensions sociales. Ces dernières sont causées d'une part par le fait que la croissance économique est désynchronisée dans les pays industriels.

Alors que le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni sortent de la récession, des pays comme l'Allemagne, la France et le Japon entrent dans une phase de ralentissement.

De plus, le début de reprise en Amérique du Nord n'engendre pas de relance dans l'emploi, d'où une insécurité plus grande dans le marché du travail, spécialement, note la spécialiste, quand les gouvernements réalisent des accords de libre-échange.

Les taux d'intérêt

	DÉPÔTS À TERME					CERTIFICATS GARANTIS (ANNUEL)					HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES										
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
BANQUES																					
B. HongKong du Canada	5,000	3,75	4,00	4,25	4,50	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	6,75	6,00	7,25	5,75	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,88	
B. Nationale du Canada	1,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,25	—	7,25	6,25	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
B. République Nat. de Ny	50,000	4,00	4,20	4,20	4,55	50,000	5,05	6,22	6,47	6,62	6,77	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Banque Comm. Italienne	5,000	4,25	4,50	4,50	4,75	1,000	5,50	6,05	6,55	7,05	7,20	—	7,00	—	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,75	
Banque Laurentienne	10,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	—	6,99	5,75	7,70	7,25	7,60	8,20	8,70	8,90	
Banque Leumi Le-Israël	50,000	4,00	4,10	4,20	4,50	5,000	5,25	5,50	6,00	6,25	6,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Banque National de Grèce	5,000	4,00	4,00	4,25	4,50	1,000	5,25	5,50	6,25	6,50	7,00	—	7,50	7,00	7,75	7,25	7,75	8,25	8,75	9,00	
Banque Royale	5,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	6,75	5,75	7,25	5,75	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Banque Scotia	5,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	5,75	7,25	—	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Banque Toronto Dominion	5,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	6,75	5,70	7,25	—	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Banque de Montréal	5,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	6,75	5,75	7,25	—	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Fédé Des Caisses De Mt	—	—	—	—	—	1,000	5,00	5,50	6,38	7,00	7,25	—	7,25	5,75	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
CIBC	5,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	5,70	7,25	—	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
FIDUCIERS																					
Canada Trust	5,000	3,75	4,00	4,25	4,38	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	—	7,25	5,75	—	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Fiducie Cdn. Italienne	5,000	4,50	4,50	4,75	4,75	1,000	5,50	5,75	7,00	7,25	7,50	—	8,00	7,00	8,00	7,25	7,75	8,25	8,75	9,00	
Fiducie Confederation	5,000	4,25	4,35	4,50	4,65	1,000	5,25	5,75	6,25	7,00	7,15	—	7,50	5,75	7,75	7,25	7,75	8,25	8,50	8,50	
Fiducie Desjardins	1,000	4,00	4,25	4,50	4,50	500	5,25	5,75	6,38	7,00	7,25	—	7,00	6,00	8,00	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Fiducie Métropolitaine	5,000	4,50	4,50	4,75	4,75	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	—	7,25	—	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,95	
Fiducie SunLife	10,000	4,25	4,50	4,50	4,75	1,000	5,25	5,75	6,25	6,50	7,25	—	7,25	6,75	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,75	
Groupe Investors	—	—	—	—	—	1,000	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	—	7,25	5,75	7,75	7,00	7,38	8,00	8,50	8,63	
La Mutuelle du Canada	—	—	—	—	—	500	4,65	5,15	5,65	6,10	6,45	—	—	6,50	7,75	7,25	7,63	8,25	8,75	8,75	
Laurentienne Vie	—	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	7,38	7,38	7,88	7,38	8,00	8,25	8,63	8,63	
Montréal Trust	5,000	4,00	4,25	4,50	4,50	500	5,00	6,00	6,38	6,75	7,00	—	7,75	5,75	8,00	7,00	7,63	8,25	8,75	8,50	
North American Trust	5,000	4,50	4,50	4,75	4,75	500	5,50	6,00	6,50	6,75	7,25	—	—	7,00	7,63	8,25	8,75	8,45	8,45	8,45	
Trust Général	5,000	4,50	4,50	4,50	4,75	1,000	5,50	6,00	6,25	7,00	7,25	—	7,25	6,50	8,00	7,25	7,63	8,25	8,75	8,88	
Trust Bonaventure	5,000	4,00	4,13	4,13	4,13	1,000	5,00	5,63	6,25	6,63	7,00	—	—	—	—	7,25	7,63	8,13	8,63	9,13	
Trust Capital	10,000	4,50	4,50	4,60	4,65	5,000	5,50	6,00	6,35	7,25	7,50	—	7,13	—	7,75	7,13	7,63	8,25	8,75	8,95	

Écono-flashes

Contrat de DESGAGNÉS à MIL DAVIE

La décision est prise... c'est chose faite. En effet, Transports Desgagnés livrera demain à MIL DAVIE le Rio Orinoco portant maintenant le nom de NM Thalassa Desgagnés, un pétrolier de 12 000 tonnes.

Marché montréalais de la revente

Même si le marché montréalais de la revente a connu son pire trimestre depuis la fin de 1991 et que les prix des propriétés résidentielles ont continué de diminuer, des signes encourageants sont apparus durant le premier trimestre de l'année.

Émission de CFCF

CFCF a conclu hier une entente avec un syndicat de trois courtiers en valeurs mobilières, ScotiaMcLeod, Richardson Greenfields et Valeurs Mobilières Toronto Dominion.

L'Institut du magnésium

Le président du conseil d'administration de l'Institut de la Technologie du Magnésium, Ian Barrie, annonce la nomination de Jacques Plourde au poste de président et chef des opérations de l'entreprise.

Abri fiscal de CRYOSAN

Continental Pharma Cryosan vient d'annoncer que sa filiale de biotechnologie, Technologies IBEX, en collaboration avec Phoenix Internationale Sciences de la Vie, recueillera 9,6 millions de dollars pour la recherche.

Appel public de SUZY SHIER

Suzy Shier a déposé un prospectus définitif, relatif au Canada, dans le cadre d'un premier appel public à l'épargne et du placement secondaire de 6,57 millions d'actions à droit de vote subalterne au prix de 12,87 \$ l'action.

Nette hausse du bénéfice de COTT

Avec un chiffre de ventes de 129,46 millions lors du premier trimestre 1993, comparativement à 51 millions lors du trimestre correspondant en 1992, Cott réalise un bénéfice d'exploitation de 24,2 millions en regard de 9,1 millions, en 1992.

Valeurs mobilières rentables

L'excellente rentabilité des opérations des courtiers en valeurs mobilières au Canada, qui a débuté il y a deux ans, s'est poursuivie pendant tout le premier trimestre de 1993.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

Table with 3 columns: COMPAGNIES, PROFITS (PÉRIES) (\$000), REVENUS BRUTS (\$000). Rows include Cett Corp, Central Guaranty Trustee, Carty Pels, Fior Corp, Giant Food, Super Foods.

LES DEVISES

(PC) - Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par le Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Table of exchange rates for various currencies including US Dollar, British Pound, Japanese Yen, etc.

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA

Table of government bonds with columns for maturity date and price.

LES GRAINS

WINNIPEG (CONTRATS EN TONNES)

Table of grain prices for various types of wheat and other grains.

La bourse en bref

Summary of stock market performance for Montreal and Toronto, including volume, gains/losses, and top values.

NEW YORK

Summary of New York stock market performance.

NASDAQ

Summary of NASDAQ stock market performance.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

LA BOURSE

DE TOKYO

Table of stock market data for Tokyo.

LA BOURSE

DE TORONTO

Table of stock market data for Toronto.

ALBERTA

Table of stock market data for Alberta.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

LES DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices.

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

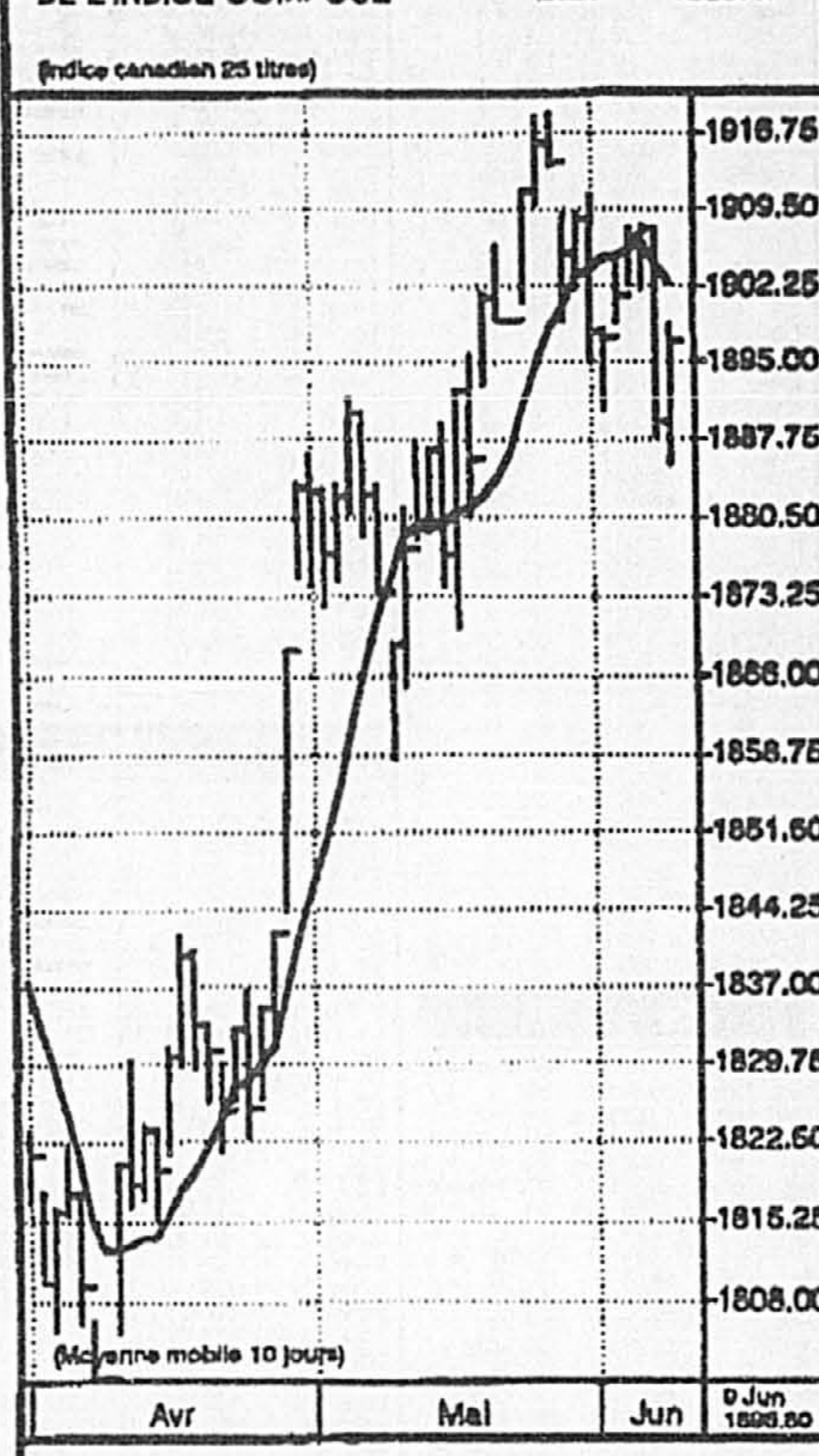


Table with columns for month (Avr, Mai, Jun) and daily index values (e.g., 1916.75, 1899.50, 1887.76).

Table of daily transaction volumes (VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS) from April to June.

Table of market indices (INDICES DE MONTRÉAL) including MARCHÉ CANADIEN (XCB), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), etc.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Nos placements sont d'un grand intérêt... nos stratégies aussi!

Advertisement for Fiducie Desjardins, featuring contact information and a logo.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

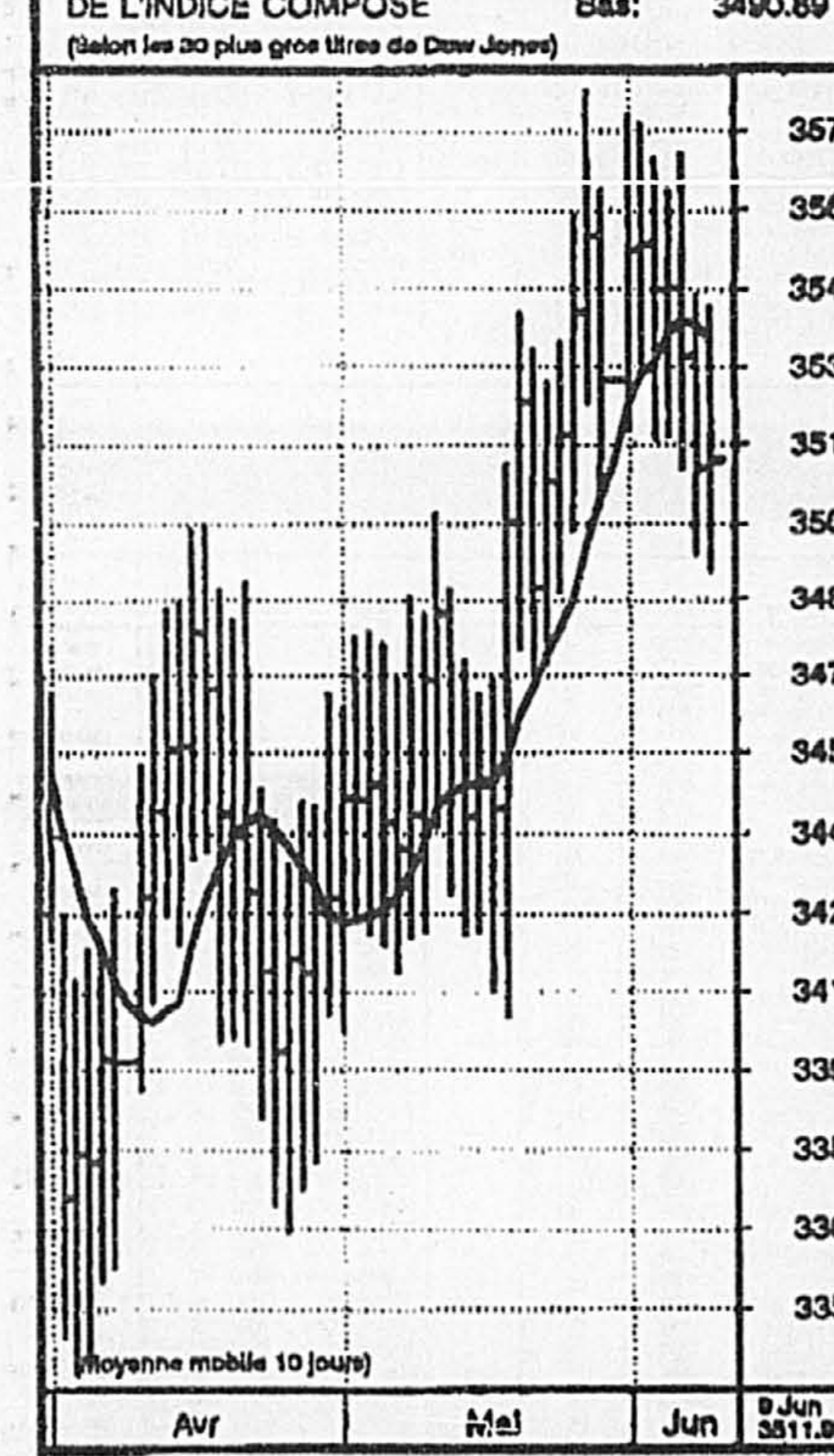


Table with columns for month (Avr, Mai, Jun) and daily index values (e.g., 3576, 3560, 3545).

Table of daily transaction volumes (VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS) from April to June.

Table of market indices (INDICES DE NEW-YORK) including COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for companies A through G, including titles, prices, and changes.

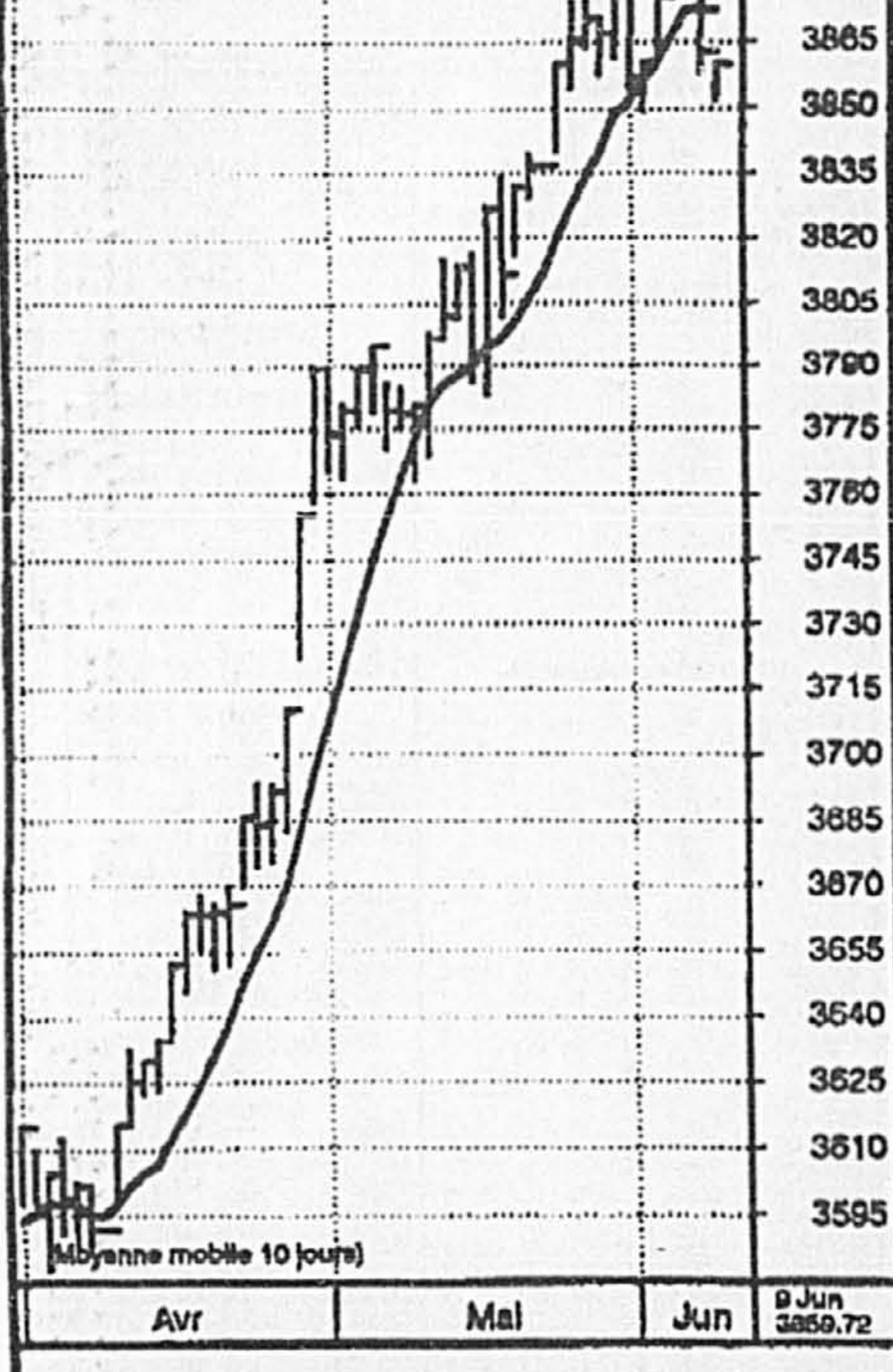
Table of stock prices for companies H through S, including titles, prices, and changes.

Table of stock prices for companies T through Z, including titles, prices, and changes.

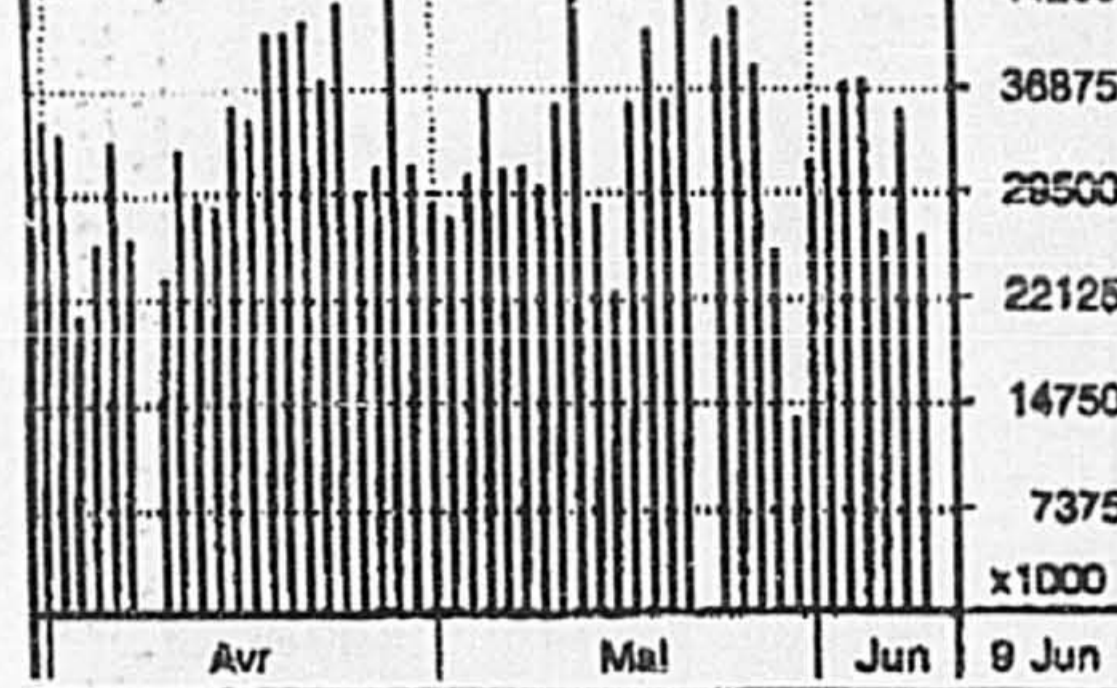
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ (indice composé 300 titres)

Haut: 3859.85 Fermeture: 3851.72 Bas: 3851.72



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 57106000



HAUT FERMETURE BAS VOLUME 198.60 188.31 (+0.31) 197.28 6914319

Source: Decision-Plus Inc.

INDICES DE TORONTO

Table listing various indices such as 300/COMPOSÉ, SERV. FINANCIERS, MINES ET MÉTAUX, PÉTROLE ET GAZ, INDUSTRIELLES, AÉRIENNES, PAPIÈRES, CONCOMBANT, IMMOBILIER, TRANSPORT, PIPELINES, SERV. PUBLICS, COMMUNICATIONS, DÉTAIL, GÉSTION.

Source: Decision-Plus Inc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including Arbror, Archer, Argus, Astral, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including CCL, CFC, CFC, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including ACFM, ACFM, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including E-L, E-L, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including GSW, GSW, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including M-CORP, M-CORP, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including Q-R, Q-R, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including Moore, Moore, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including K-L, K-L, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including M-N, M-N, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including Q-R, Q-R, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including TIPS, TIPS, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including S-B, S-B, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including M-N, M-N, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies, including Q-R, Q-R, etc.

WANCOUVER

VOLUME: 26 000 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE 984 11 + 2 93

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including Cash, Cash, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including A-B, A-B, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including L-V, L-V, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including E-F, E-F, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including F-W, F-W, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including G-H, G-H, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including I-J, I-J, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including K-L, K-L, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including M-N, M-N, etc.

Table header: Ventes, Hausse, Baisse, Ferme, Net

Table of stock market movements for various companies in Vancouver, including O-P, O-P, etc.

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table of market options for various commodities and currencies, including sections for 'LES METAUX' (Metals) and 'DIVIDENDES' (Dividends).

OPTIONS TRANS-CANADA (transigés)

Table of Trans-Canada options, including sections for 'CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTREAL' (Montreal Stock Futures) and 'CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA' (Canadian Government Bond Futures).

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds, including sections for 'CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTREAL' (Montreal Stock Futures) and 'CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA' (Canadian Government Bond Futures).

NEW YORK

Table of New York market data, including sections for 'suite de la page E 5' (Continuation of page E 5) and 'suite de la page E 6' (Continuation of page E 6).

suite de la page E 5

Table of market data continuation from page E 5, including sections for 'suite de la page E 6' (Continuation of page E 6) and 'suite de la page E 7' (Continuation of page E 7).

suite de la page E 6

Table of market data continuation from page E 6, including sections for 'suite de la page E 7' (Continuation of page E 7) and 'suite de la page E 8' (Continuation of page E 8).

Les É.-U. et le Japon veulent moderniser leurs relations économiques

LYNDSAY GRIFFITHS
Reuter
WASHINGTON

Américains et Japonais se rencontrent demain pour tenter de jeter de nouvelles bases à leurs relations économiques.

La tâche s'annonce ardue. Les deux pays s'opposent sur les moyens de rééquilibrer une balance commerciale dont l'excédent s'est creusé à 50 milliards de dollars en faveur du Japon.

Le président Bill Clinton accuse Tokyo de fermer ses marchés à la concurrence étrangère et de ne pas suffisamment chercher à stimuler la croissance économique.

La nouvelle administration américaine souhaite que le Japon importe davantage de marchandises — avec des objectifs fixés sur trois ans — et ouvre plus ses marchés à une série de secteurs d'activité tels que l'automobile, l'informatique et les services financiers.

Le Japon s'oppose à la notion d'objectifs préétablis en faisant valoir qu'ils entraveraient le libre exercice des forces de marché et iraient à contre courant des efforts déployés pour libéraliser le commerce mondial dans le cadre des discussions du GATT.

En prévision de la rencontre, les États-Unis ont remis lundi aux Japonais une liste de propositions prévoyant la réduction de l'excédent commercial japonais de 3,5 à 2 pour cent du Produit intérieur brut et l'augmentation des importations japonaises de produits manufacturés américains.

«L'Amérique réclame des objectifs numériques. Mais le Japon répond que cela déboucherait sur un encadrement du commerce», a déclaré à Tokyo le ministre japonais du Commerce international de l'Industrie, Yoshiro Mori.

Un haut responsable américain a expliqué mardi que Washington voulait conclure avec Tokyo un «marché» dans le cadre duquel le premier s'engagerait à réduire son déficit budgétaire et le second à diminuer son excédent commercial.

Les Américains proposent également de regrouper les problèmes bilatéraux autour de cinq dossiers: les adjudications de l'État, la réforme de la réglementation, l'automobile et les pièces détachées, l'intégration économique entre les deux pays et enfin l'application des accords passés.

Baisse prévue des exportations canadiennes de blé

Presse Canadienne
WINNIPEG

Les difficultés financières du plus grand acheteur de blé au monde (la Russie) et l'amélioration de la production nationale en Chine occasionneront cette année une baisse des exportations canadiennes de plus de six millions de tonnes de céréales par rapport à l'an dernier.

L'Agence de transport des grains a fait savoir que 20 millions de tonnes ont été livrées jusqu'à maintenant et que cinq autres millions de tonnes le seront avant la fin de l'année de la récolte, le 31 juillet. L'an dernier, 31,2 millions de tonnes ont été exportées.

À la fin d'avril, les exportations de céréales canadiennes en Russie n'atteignaient que 820 000 tonnes, comparé à 3,7 millions l'an dernier. La Chine, par ailleurs, n'avait acheté que 2,6 millions de tonnes, par rapport à 7,2 millions en 1991-92.

Des statistiques de la Commission canadienne du blé montrent que le Canada essaie de trouver de nouveaux marchés pour compenser les pertes de la Russie et de la Chine.

Au cours des neuf premiers mois de l'année de la récolte, le Canada a exporté 400 000 tonnes à l'Inde et 200 000 tonnes à l'Ouzbékistan et l'Afrique du Sud, trois pays qui n'ont pas acheté de blé au cours de la même période l'an dernier.

Les ventes à l'Iran (1,2 million de tonnes) étaient supérieures de 50 pour cent à celles de la même période de l'an dernier et les ventes à la Corée du Sud, aux États-Unis et au Pakistan (1,1 million de tonnes, 790 000 tonnes et 410 000 tonnes respectivement) étaient deux fois supérieures.

Aéronautique: les industriels européens favorisent des regroupements profonds

Agence France-Presse
PARIS

Les principaux industriels européens de l'aéronautique et de l'espace ont manifesté de manière convergente hier leur volonté de regroupements industriels profonds dans le secteur, pour relever le défi de la crise actuelle.

Lors d'un colloque organisé par le journal Financial Times à la veille du salon aéronautique du Bourget (nord de Paris), les principaux responsables d'Aérospatiale, de British Aerospace, Deutsche Aerospace et Matra-Hachette ont estimé que l'industrie aéronautique connaissait actuellement une «importante surcapacité» imposant des concentrations pour faire face à la concurrence américaine.

Plusieurs des participants ont toutefois souligné que la création de véritables «eurocompagnies» dans le domaine particulier de la défense impliquait une homogénéisation des politiques gouvernementales.

Dick Evans, directeur général du groupe British Aerospace, a laissé prévoir une «inévitabile avalanche d'accords entre entreprises», tandis que Louis Gallois, président du groupe français Aérospatiale (AS), a estimé que, «si l'industrie européenne ne suit pas le rythme des restructurations engagées depuis deux ans

aux États-Unis, elle risque de ne pas avoir la taille critique».

Au-delà des alliances par programme toujours à l'ordre du jour — les participants au colloque réclament le lancement de l'avion de transport militaire FLA —, c'est la création de sociétés communes qui est régulièrement évoquée.

M. Evans a estimé «presque inévitable que (après rationalisation) les États-Unis conservent deux avions militaires et un grand fabricant d'avions civil, alors que l'Europe peut seulement espérer un seul de chaque».

Le fleuron de la coopération européenne, Airbus Industrie, semble pour l'heure exclu de ce regroupement en société commune, M. Gallois soulignant que la transformation du consortium en société est «une opération monumentale» qui ne peut être réalisée «rapidement».

Le premier secteur visé semble celui des missiles dont «la situation structurelle est complètement anarchique» pour Henri Martre, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS).

Louis Gallois a récemment déclaré que sa priorité dans les missiles était de renforcer l'axe déjà constitué avec DASA, puis d'envisager un rapprochement soit avec le pôle Matra-BAe en cours de formation soit avec l'électronicien Thomson-CSF.

Jean-Louis Gergorin, responsable de la stratégie pour le groupe Matra-Hachette, encore plus catégorique, a souhaité mercredi la création d'un «groupe unique de missiles en Europe».

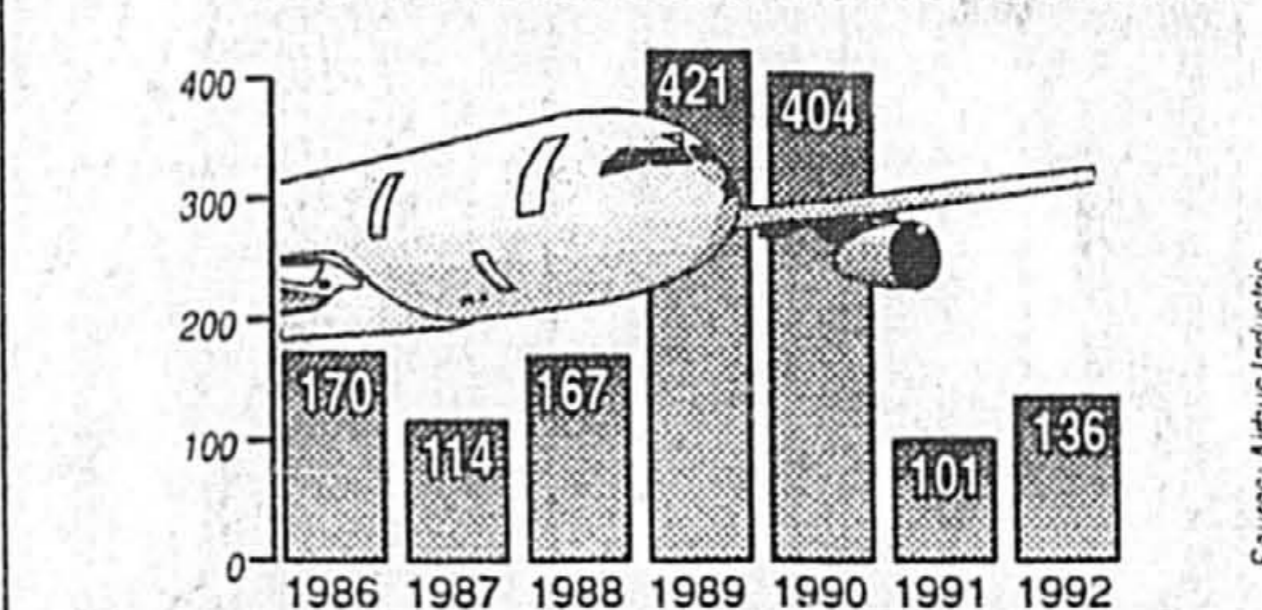
Pour M. Gergorin, les deux pôles AS-DASA et Matra-BAe seront complémentaires par leurs produits et devront se rapprocher: «les américains Hughes et Raytheon pèsent 15 milliards de FF. (2,7 mds de dollars) chacun, je ne crois pas que deux groupes européens pesant un peu moins de 10 milliards de FF. (1,8 mld de dollars) chacun soient viables, en dix ans ils passeraient dans l'orbite d'un des Américains», a-t-il estimé. Les Electroniciens européens tels Thomson-CSF ou GEC-Marconi devront être associés à cette restructuration, a ajouté le responsable de Matra.

M. Gergorin a estimé que le secteur des missiles serait un symbole permettant de mesurer la volonté des industriels de «changer de culture» et celle des gouvernements de «faire l'Europe dans la Défense et d'avoir une stratégie industrielle».

Le responsable de Matra a ajouté qu'il était «capital que les gouvernements européens aient une politique concertée de relance de l'industrie aéronautique, qui satisfierait un vrai besoin d'espace militaire européen, et contribuerait efficacement à la relance de l'activité économique générale».

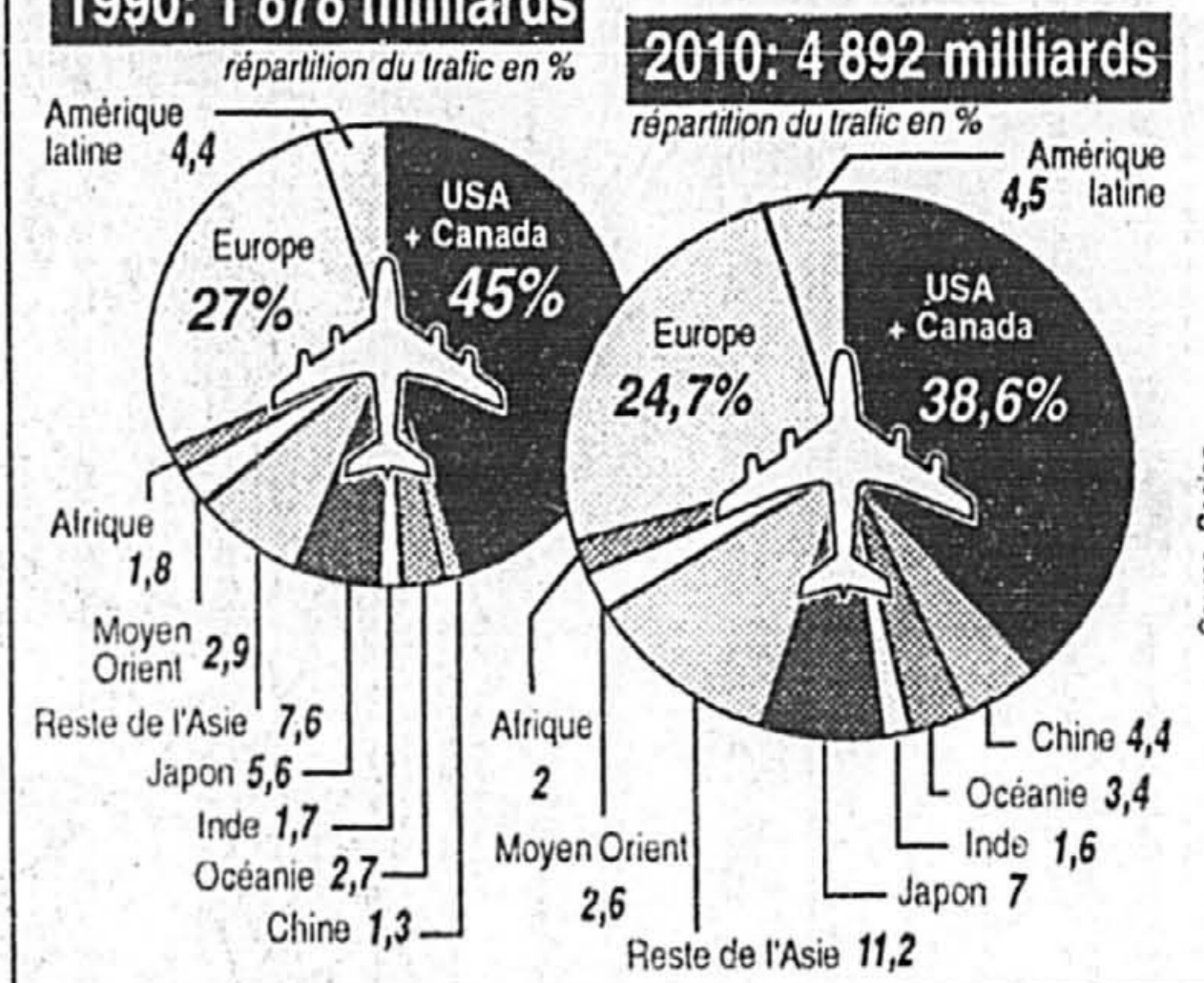
INDUSTRIE AERONAUTIQUE

les perspectives de développement



Le transport mondial de voyageurs

trafic en nombre de kms parcourus par des passagers payants



AFP infographie - Patrice Daré

LAVEUSE
Modèle: GWX8097
— 9 programmes
— 4 vitesses de lavage / essorage

SÈCHEUSE
Modèle: GDL8057
— 5 programmes
— 4 choix de température
Service et livraison gratuits

PLAQUE DE CUISSON
Modèle: J63CE
— Commandes de chaleur à réglages infinis
— Éléments débranchables
Service et livraison gratuits

LAVE-VAISSELLE ENCASTRÉ
Modèle: GMB5339
— Action de lavage à 3 niveaux
— 6 cycles
— 5 boutons-poussoirs
Service et livraison gratuits

RÉFRIGÉRATEUR 17 PI CU.
Modèle: LW17JDPRW
— Tablette et demi-tablette en verre trempé
— 4 balconnets
— 3 bacs
Service et livraison gratuits

CUISINIÈRE
Modèle: J32QWM
— Four à nettoyage facile
— Horloge analogique
— Lampe dissimulée
Service et livraison gratuits

FOUR ENCASTRÉ AUTONETTOYANT
Modèle: JCKP14WP
— Minuterie électronique
— Cuisson différée
Service et livraison gratuits

GOLDE
AUCUN DÉPÔT, PAIEMENT NI INTÉRÊT AVANT MARS 94*
BÉNÉFICIEZ DE NOTRE PLAN DE CRÉDIT INSTANTANÉ

\$12 215
UN PRINTEMPS
TOUT TORDANT

BRAULT & MARTINEAU

là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!

<p>POINTE-AUX-TREMBLES 12605, Sherbrooke est (Près de Tricentenaire) Tél.: 640-6446</p>	<p>LONGUEUIL 3245, Chemin Chambly (Coin Roberval) Tél.: 679-1260</p>	<p>BROSSARD 8220, Boul. Taschereau (Coin Pelletier) Tél.: 465-5544</p>	<p>ST-LÉONARD 6875, Lan-Talon est (Près des Galeries d'Anjou) Tél.: 254-9455</p>	<p>LASALLE 1130, Dollard (Près du boul. de La Vérendrye) Tél.: 364-6110</p>	<p>LAVAL 1770, Boul. des Laurentides (Coin St-Martin) Tél.: 667-3210</p>	<p>DOLLARD-DES-ORMEAUX 3345, Boul. des Sources (Sortie 55, Transcanadienne) Tél.: 665-3572</p>	<p>HULL 217, Montcalm (Coin St-Joseph) Tél.: (819) 771-6611</p>	<p>CENTRE DE LIQUIDATION 7930, Sherbrooke est (Près du métro H. Beaugrand) Tél.: 353-7330 Non disponible au C.D.L.</p>	<p>ROCK FOREST 4275, Boul. Bourque (coin Grégoire) Tél.: (819) 562-4242</p>
--	---	---	---	--	---	---	--	---	--

Quantité limitée sur certains items. Achat minimum requis de 500\$ meubles / électroménagers et 300\$ électroniques. Ne payez que les taxes de vente. Sujet à l'approbation du crédit. *Aucun dépôt, paiement, ni intérêt avant le 12 mars 1994.

PROCUREZ-VOUS LA CARTE BRAULT & MARTINEAU